

**Revue Congolaise des Sciences & Technologies**

ISSN : 2959-202X (Online); 2960-2629 (Print)

<http://www.csnrdc.net/>**OPEN ACCESS****REVUE  
CONGOLAISE  
DES SCIENCES  
ET TECHNOLOGIES****Les Conflits-postélectorales en République Démocratique du Congo » de 2006 à 2023**  
**[Post-electoral conflicts in Democratic Republic of Congo from 2006 to 2023]****Ngwala Mpila Fiston<sup>\*</sup>, Bulay Muzuba Désiré, Enona Otshudi Guy, Lunganga Shungu Jackson,  
Bondjembo Ekolonga Thierry, Yondo Yongi Mélanie, Mwanga Lubu Jimmy, Wenemofine Folo Bijoux &  
Ngalia Mukoko Daniel***Centre de Recherche en Sciences Humaines « CRESH », Département des Sciences politiques, Administratifs,  
Relations Internationales et Bonne Gouvernance***Résumé**

Notre Etude porte sur les Conflits-postélectorales en République Démocratique du Congo de 2006 et de 2023. Les élections relèvent de la démocratie représentative et permettent au peuple d'élire ses représentants sur base de leurs projets de société. Et, elles n'en sont pas moins des processus compétitifs pouvant provoquer des conflits qui, s'ils ne sont pas bien gérés de manière constructive, peuvent potentiellement déstabiliser les Etats, comme ce fut le cas de celles de 2006 et de 2023 en République Démocratique du Congo. En effet, les élections qui sont censées être un élément du renforcement de la démocratie congolaise, mais elles sont devenues une source de violences. Cette étude cherche à démontrer l'origine des conflits post-électorales et, comment éradiquer ce fléau qui menace la démocratie congolaise? Cette étude s'appuie sur la méthode dialectique, accompagnée des techniques d'observation et documentaire. Cette étude est considérée comme un outil de renseignements très importants pour les acteurs tant politiques que scientifiques. A travers ce document, ils seront en mesure d'expliquer les concepts y relatifs et à comprendre l'origine qui est à la base de la menace liée à la démocratie à partir des élections. Cette étude confirme que l'organisation des élections en République Démocratique du Congo reste l'élément déclencheur des conflits, souvent après la publication des résultats. D'où, la nécessité des séminaires sur toute l'étendue de la RDC sur le civisme électoral.

**Mots clés** : Démocratie, peuple, conflit, pouvoir, RDC.**Abstract**

Our study focuses on post-election conflicts in the Democratic Republic of Congo in 2006 and 2023. Elections are part of representative democracy and allow the people to elect their representatives based on their social projects. However, they are nonetheless competitive processes that can provoke conflicts that, if not managed constructively, can potentially destabilize states, as was the case with the 2006 and 2023 elections in the Democratic Republic of Congo. Indeed, elections, which are supposed to be an element in strengthening Congolese democracy, have become a source of violence. This study seeks to demonstrate the origins of post-election conflicts and how to eradicate this scourge that threatens Congolese democracy. This study is based on the dialectical method, accompanied by observation and documentary techniques. This study is considered a very important intelligence tool for both political and scientific stakeholders. Through this document, they will be able to explain related concepts and understand the underlying causes of the threat to democracy arising from elections. This study confirms that the organization of elections in the Democratic Republic of Congo remains the trigger for conflicts, often after the results are published. Hence, the need for seminars on electoral civic responsibility throughout the DRC.

**Keywords**: Democracy, people, conflict, power, DRC.

<sup>\*</sup>Auteur correspondant: Ngwala Mpila Fiston, ([fistonngwala3@gmail.com](mailto:fistonngwala3@gmail.com)). Tél. : (+243) 896 129 302

 <https://orcid.org/0009-0009-6000-8577>; Reçu le 10/05/2025; Révisé le 02/06/2025 ; Accepté le 30/06/2025

DOI: <https://doi.org/10.59228/rcst.025.v4.i3.160>

**Copyright**: ©2025 Ngwala et al. This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International License (CC-BY-NC-SA 4.0), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited.

## 1. Introduction

Les élections sont considérées comme les caractéristiques principales de la démocratie représentative. Elles aident le peuple à choisir régulièrement leurs dirigeants et leurs programmes politiques. Certes, elles n'en sont pas moins des processus compétitifs pouvant provoquer des conflits qui, s'ils ne sont pas gérés de manière constructive, elles peuvent potentiellement déstabiliser les Etats, comme ce fut le cas des élections de 2006 et de 2023 en République Démocratique du Congo. En réalité, les élections devraient être un élément du renforcement de la démocratie congolaise, hélas, elles se sont transformées à une source de violences. Les conflits postélectorales en RDC tirent leur origine sur l'organisation des élections. C'est ainsi - que, nous allons examiner l'origine de ce fléau afin de trouver la thérapeutique pour éviter la récurrence de ce fléau qui menace la démocratie congolaise.

En effet, une Etude de l'international peace institute « IPI » a porté sur les conflits et la violence politique résultant des élections : consolider le rôle de l'union Africaine dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits. Cette étude souligne que les conflits électoraux et la violence politique constituent les signes des faiblesses dans la gouvernance des élections, les règles de la compétition politique organisée et l'absence d'un pouvoir judiciaire impartial pour interpréter et statuer sur les différends électoraux. L'auteur décrit, les mécanismes pour prévenir les différends et les conflits liés aux élections (U.A., 2012).

Armande Kra examine le problème des violences électorales et crise de légitimité. Dans son étude, l'auteur considère la RDC comme étant un terrain fertile pour les conflits, souvent ravagé par des guerres civiles. Il confirme que, chaque élection en RDC est un perpétuel retour en arrière ou un effroyable ralentissement social et économique (Kra, 2013). Il souhaite une élection basée sur l'honnêteté et la transparence, sa périodicité, les droits et devoirs des citoyens.

Ismaila Madior Fall a focalisé son analyse sur les Elections et Résolution des conflits : L'expérience de l'Afrique de l'Ouest. Il s'est inscrit dans la logique selon laquelle, le déclenchement des transitions démocratiques est une véritable source de la crise électorale (Ismaila, 2021). Elle est, dans la plupart de cas, devenue le premier facteur conflictogène remarquable. Pour éviter alors ce fléau, il faut

essentiellement instaurer l'organe de régulation des élections plus ou moins accepté par tous (Commissions Electorales Nationales Autonomes « CENA » ou Commissions Electorales Nationales Indépendantes « CENI »).

Diangitukwa Fweley a traité des élections en Afrique : Analyse des comportements et pistes normatives de gestion des conflits. L'auteur soutient la théorie selon laquelle, depuis lors, les congolais n'ont jamais placé celui qu'ils ont librement choisi à la tête de leur Etat. La commission Electorale Nationale indépendante « CENI » proclame de faux résultats en donnant la victoire au candidat perdant. C'est ainsi qu'il a expliqué les comportements électoraux afin de faciliter leur compréhension. Selon lui, les congolais auront un comportement électoral cohérent et rationnel lorsqu'ils cesseront de soutenir des leaders ethniques ou tribaux, lorsque les fraudes électorales et le hold-up électoral disparaîtront de leur paysage politique et lorsqu'ils donneront priorité à l'idéologie (Diangituka, 2022).

Notre recherche confirme que les conflits post-électorales en RDC résident au niveau de l'organisation des élections. C'est pourquoi, il faut qu'il y ait une série de séminaire sur le civisme électoral pour que les acteurs politiques congolais comprennent dans une élection, il n'y a que deux réalités: un gagnant et un perdant. Il faut aussi procéder à la conscientisation et à la sensibilisation des acteurs politiques et de la population pour comprendre les enjeux électoraux. Il se dégage dès lors deux grandes questions ci-après : Quelle est l'origine des conflits post-électorales en RDC ? Que faire pour éradiquer ce fléau qui menace la démocratie congolaise ? Telles sont les questions qui feront l'objet de notre analyse.

Notre analyse va se focaliser sur les conflits postélectorales de 2006 et de 2023. Le constat est que les conflits causent souvent la perte des vies humaines et de nombreux blessés. Pour y remédier, l'organe chargé de l'organisation des élections « CENI » doivent intensifier la sensibilisation et la conscientisation sur les règles régissant le processus ainsi que l'organisation d'une série des consultations avec les parties prenantes afin d'insérer leurs avis sur le processus électoral.

Cette étude s'est appuyée sur la méthode dialectique, couplée des techniques d'observation et documentaire.

## 2. Littérature

### 2.1. *L'Organisation des élections et L'Analyse des conflits post-Electoraux en République Démocratique du Congo de 2006 et de 2023*

#### 2.1.1. *L'Organisation des élections de 2006 et de 2023 en République Démocratique du Congo*

Par définition, l'élection est un moyen par lequel les électeurs choisissent sur base d'un projet de société leurs dirigeants par le vote. L'organisation des élections en RDC est un domaine réservé à la Commission Electorale Indépendante « CEI », qui s'est transformée à la Commission Electorale Nationale Indépendante « CENI ». Cette organisation est liée aux quatre cycles électoraux libres et transparents que la République Démocratique du Congo a connus.

##### - Le Cycle électoral de 2006

Cette période a marqué les premières élections libres et transparentes. En 1997, Laurent Désiré Kabila soutenue par les pays limitrophes. Il a géré le pays durant 4 ans. Le Chef de l'Etat Laurent Désiré Kabila est assassiné dans son bureau de travail en 2001. Son enfant biologique Joseph Kabila accéda au pouvoir. Il a amené le pays à la transition de 3 ans « 2003 - 2006 », avec une formule de 1+4, c'est-à-dire, un président de la République et quatre vice-présidents, avant l'organisation des élections libres et transparentes en 2006.

En effet, la Commission Electorale Indépendante «CEI », chapotée par Abbé Apollinaire MALUMALU, établit par la Loi n° 04/009 du 5 juin 2004, en respectant la Constitution de la Transition. Il a organisé l'identification et l'enrôlement des électeurs en 2004, le Référendum constitutionnel en 2005 et les élections présidentielles, législatives provinciales, sénatoriales et des gouverneurs et Vice-Gouverneurs entre 2006 et 2007. La RDC a connu les premières élections libres, transparentes et démocratiques, depuis son indépendance. Un taux de participation de 70,54% du peuple congolais et un assemblage des scrutins présidentiels, législatifs et provinciaux de 2006.

Les élections de 2006 ont connues deux tours. Le premier s'est tenu le 30 juillet 2006. La commission électorale indépendante « CEI » a enregistré plus de 25,6 millions d'électeurs, et elle a réceptionnée 33 candidats présidents de la République dont les deux sont les plus importants : Joseph Kabila a obtenu 44,83% des voix, et son concurrent proche Jean Pierre Bemba, qui a obtenu 20,03% des voix, et 9500

candidats pour la députation nationale, dont les 500 députés nationaux qui sont élu (Gerold, 2013). Les résultats ont été proclamés, le 20 aout 2006 par la CEI.

Le deuxième tour, ont eu lieu le 29 octobre 2006, entre Joseph Kabila et Jean Pierre Bemba. La Commission Electorale Indépendante a proclamé les résultats provisoires le 15 novembre 2006 et, les résultats ont été confirmés par un arrêt de la cours suprême de justice le 27 novembre 2006. D'où, Joseph Kabila est élu président de la République avec 58,05% des voix au suffrage universel direct et son second Jean-Pierre Bemba, qui a obtenu 41,95% des voix (Mabiala, 2006). Les élections ont été financées par la communauté internationale à 90%.

##### - Le Cycle électoral de 2011

Le cycle électoral de 2011 a connu une différence par rapport à celui de 2006. Les élections de 2006 ont été financées en entièreté par les partenaires externes, contrairement à celles de 2011 dont le financement était venu du gouvernement congolais. Puis la Commission Electorale Indépendante « CEI » s'est métamorphosée à la Commission Electorale Nationale Indépendante « CENI », dirigée par le Pasteur Daniel NGOY MULUNDA. Il a rencontré des difficultés institutionnelle et logistique. L'élection du président de la République a été subordonnée au scrutin majoritaire simple à un tour, combinés aux scrutins présidentiel et législatif national. Elle a connu un taux de participation de 58,81%. La CENI a recensée 32 millions d'électeurs et elle a réceptionnée 11 candidats présidents de la République dont Joseph Kabila fait partie. Les Candidats les plus influents sont : Joseph Kabila, Etienne Tshisekedi et Vital Kamerhe. Le système électoral adopté, est mixte. La CENI a proclamé Joseph Kabila avec 48,95% des suffrages et Etienne TSHISEKEDI, 32,33% des suffrages.

Les élections des députés provinciaux, sénateurs et gouverneurs ainsi que vice- gouverneurs n'ont pas eu lieu. Mais pour celles des gouverneurs et de vice-gouverneurs, ont été organisé aux élections qui suivent.

##### - Le Cycle électoral de 2018

Les élections de 2018 ont été instituées par la loi organique n°13/012 du 19 avril 2013 modifiant et complétant la loi organique n°10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la CENI, conduit par Corneille NANGAA YOBELUO, en remplacement de l'Abbé Apollinaire MUHOLONGU MALUMALU, déraciné par la maladie. Le moment

préélectoral a été caractérisé par la contestation du fichier électoral, la tenue du dialogue du Centre interdiocésain, la Refonte du Fichier Electoral dans 5 aires opérationnelles. La CENI a déposé une requête du report des élections à la cour constitutionnelle le 17/09/2016 afin de prolonger l'organisation des élections. Les entrepôts de la CENI avaient pris feu. La Cour l'a accordé jusqu'au 30 décembre 2018. Les élections ont été organisées, à l'exception des villes de Beni, de Butembo, en Province du Nord-Kivu, pour cause d'épidémie à virus Ebola et le territoire de Yumbi en Province de Mai-Ndombe, en raison de conflit inter-ethnique. Les candidats président de la République les plus importants sont : Emmanuel Ramazani Shadary, dauphin désigné par Joseph Kabila, Félix Tshisekedi et Martin Fayulu. La CENI a proclamé Felix Tshisekedi président de la République, élu au suffrage universel direct avec 38,57 %, suivi de Martin Fayulu 34,83% et Emmanuel Shadary 23,84 %. Les résultats ont été confirmés par la cour constitutionnelle. On signale qu'à partir de ces élections, le pays a connu pour la première fois un transfert du pouvoir pacifique entre un président sortant et un autre entrant et l'Assemblée Nationale avait aussi connu une mise en jour des 500 députés (Any, 2025).

#### - Le Cycle électoral de 2023

La République Démocratique du Congo s'est engagé en son 4e Cycle Electoral. Les élections se sont déroulées dans un climat sécuritaire très tendu dans la partie orientale et le phénomène Mobondo en territoire de Kwamouth. En effet, la décision n° 044/CENI/AP/2022 du 26 novembre 2022 prévoit la combinaison des élections présidentielles, législatives, provinciales et des conseillers communaux par la commission électorale indépendante pour le 20 /12/2023. Le Bureau de la CENI a convoqué l'électorat et il a débuté la réception pour le traitement des dossiers des candidats à la candidature pour les élections des Députés Nationaux, des Députés Provinciaux, des Conseillers Communaux et l'élection du Président de République sur base des dispositions de la loi n°22/029 du 29 juin 2022 modifiant et complétant la loi n° 006/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales telle que modifiée à ce jour et par ses trois propres décisions n° 016/CENI/AP/2023 du 25 juin 2023, n° 074/CENI/AP/2023 du 02 août 2023 et n° 102/CENI/AP/2023 du 01 septembre 2023. Cette fois-ci la présidence de la CENI est confiée à Denis KADIMA KAZADI. Les élections de 2023 ont connu

une particularité sur la situation sécurité à l'Est de la RDC, précisément les provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri par le M23 « Mouvement du 23 mars, par après le mouvement rebelle de Naanga, l'ancien président de la CENI (l'Alliance Fleuve Congo « AFC ») de la CENI et les groupes rebelles dans la province de Mai-Ndombe.

Cette situation a provoqué le déplacement de la population. La CENI a été retrouvée à l'incapacité pour identification et enrôlement de la population.

On note que l'élection présidentielle a été associée avec celles des élections législatives, provinciales et des conseillers communaux. Les gouverneurs et vice-gouverneurs ont été aussi élus au second degré. L'élection président de la République n'a connu que deux candidats importants, notamment : le Président Félix TSHISEKEDI, qui avait obtenu 13 215 366 voix soit 73,34% du total des suffrages valablement exprimés et il est élu au suffrage universel direct. Son adversaire stratégique, Moïse KATUMBI a obtenu 3 258 538 voix soit 18,08% (CENI, 2024).

La République Démocratique du Congo a connu quatre cycles électoraux, depuis qu'elle s'est engagée dans un processus électoral démocratique, libre et transparent. A la sortie de l'organisation des élections, le pays ne cesse jamais connaître des violences, qualifiées les conflits postélectoraux. Elles mettent souvent en péril des vies humaines.

#### 2.1.2. *L'Analyse des Conflits post-Electoraux en République Démocratique du Congo de 2006 et de 2023*

##### a. La Notion

Le conflit est considéré comme étant une lutte ou une situation normale. Il ne s'intéresse qu'à la dysfonctionnalité, à la rupture d'harmonie, à la divergence de position, à l'antagonisme structurel d'intérêts vitaux (Max., 1978). Le Conflit occupe une place capitale dans les relations sociales, surtout dans de milieu en faible intégration (Labana, 2006). Il est défini comme étant l'absence de la paix.

Par contre, les conflits postélectoraux ne se réalisent qu'à travers un acte verbal ou symbolique, des propos blessants des acteurs politiques ou militants et des forces physiques à l'égard de leurs adversaires. Ils ne visent que de l'intimidation et de la violence. Ils ne se manifestent qu'après la tenue des élections (Jurgen, 2000). Ils sont liés à une forme d'agression physique pour arriver à l'annulation des résultats électoraux (Izard, 1992). En effet, ils sont inséparables à l'élection, alors que cette dernière ne vise que le pouvoir par la compétition ou par la voix

démocratique, d'autant plus que l'espace par lequel s'est déroulé, il est caractérisé par l'immaturité démocratique (Houndekandji, 2005). Les conflits postélectorales n'interviennent qu'après l'organisation des élections. Souvent, ils ne se matérialisent qu'à travers la contestation violente des résultats par la partie adverse. Les conflits postélectorales sont attachés aux élections.

En effet, la loi électorale du 09 mars 2006, n°06/006 portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales, a permis plus 25,6 millions d'électeurs congolais sur 60 millions d'habitants d'élire le président de la République et les 500 députés à l'Assemblée Nationale (Loi n°06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales, Art 100,101 et 104)

La Commission Electorale Indépendante a proclamé Joseph Kabila, président de la République avec 44,83% des voix et Jean Pierre Bemba 20,03% au premier tour. Du coup, le pays s'est lancé dans des violences militaires entre les deux candidats principaux : Joseph Kabila et Jean Pierre-Bemba à travers leurs gardes du corps rapprochés, avant même qu'on arrive au deuxième tour. Ces tensions postélectorales des 20,21 et 22 août, précisément dans la ville province de Kinshasa, capitale de la RDC avaient sali le processus électoral de 2006. Il y avait eu 2 bataillons d'infanterie ou 1400 combattants, 6 engins blindés de la Garde républicaine et un bataillon d'infanterie des 500 hommes, bien équipé à l'endroit de Jean Pierre Bemba.

Les affrontements n'ont coûté qu'officiellement la mort des 30 personnes. En plus, les violences s'est manifestée souvent par des paroles haineuses à l'endroit des candidats présidents de la République. D'une part, Kabila – le – Rwandais et, d'autre part, Jean – Pierre Bemba, le-cannibale. Au deuxième tour, Joseph Kabila a obtenu 58,05% et Jean Pierre Bemba 41,95%. Gerold confirme que, les violences postélectorales ont fait la mort de plus des 200 personnes. La CEI a proclamé Joseph Kabila président élu.

En 2011, le pays a organisé son deuxième cycle électoral. Les élections ont connu une transformation de la CEI à la Commission Electorale Nationale Indépendante « CENI ». Elle n'a réceptionné que 11 candidats dont les 3 sont plus influents, notamment : le président sortant Joseph Kabila, Etienne Tshisekedi et

Vital Kamerhe. Le 16 décembre 2011, la CENI proclama Joseph Kabila président réélu avec 8880944 ou soit 48,95%, Etienne Tshisekedi 5864775 ou soit 32,33% et Kamerhe Lwa-kanyiginyi Vital 1403372 ou soit 7,74 % (Studies, 2011). A l'issue de cette élection, Joseph Kabila prêta serment devant les juges de la cour constitutionnelle et Etienne Tshisekedi contesta les résultats électoraux et Il prêta serment dans son domicile à Limité devant les membres de son parti politique « UDPS ».

D'après Human Right Watch, cet avènement violent a causé la mort de 18 personnes et plus de 100 blessés par les forces de sécurité congolaises (Watch., 2011). Selon le Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits Humains et les libertés fondamentales « BCNUDH », les violences élections ont causé la mort des 33 personnes et 83 personnes blessées ainsi que 265 autres détenues arbitrairement (BCNUDH., 2011).

En 2018, la République Démocratique du Congo a connu son 3e cycle électoral. Il a été organisé conjointement aux scrutins de l'élection présidentielle et de celles législatives et provinciales. Au total, la CENI n'a enregistré que 1359000 électeurs pour le vote sur l'ensemble du pays, sauf Beni, Bembo et Yumbi, suite à l'épidémie d'Ebola, l'insécurité et des violences ethniques pour Yumbi. Elle a inséré la machine à voter dans le processus électoral. Cette pratique a suscité les inquiétudes sur la crédibilité et de la transparence des résultats électoraux pour la population, la Conférence Episcopale Nationale du Congo « CENCO » et une frange de l'opposition politique, alors que la CENI les a présenté comme la simple imprimante. Il n'y avait que 3 candidats présidents de la République les plus importants : Felix Tshisekedi, Fayulu et Emmanuel Shadary (Carter, 2018).

La CENI a proclamé Felix Tshisekedi, président élu avec 38,57%, Martin Fayulu 34,8% et Emmanuel Ramazani Shadary 23,8%. Le pays a connu des violences. Elles ont causé au moins 6 morts, 49 blessés et centaine d'arrestations, (Survie., 2018.) alors qu'elle devrait être une étape importante pour la passation pacifique du pouvoir depuis son indépendance. (Impunity, 2017).

La RDC va organiser enfin, son 4e cycle électoral en 2023. A travers ces élections, la commission électorale nationale indépendante a mis en pratique le code de bonne conduite pour les candidats présidents de la République. L'objectif principal était d'éviter les

violences après les élections. En effet, il n'y avait que 26 candidats pour l'élection présidentielle. Parmi eux, les plus influents sont : Felix Tshisekedi et Moise Katumbu. Mais la CENI n'a proclamé que Felix Tshisekedi comme président de la République avec 73,47% et Moise Katumbi 18,32%. Les élections ont connu les actes des violences. Par ailleurs, l'ONG Human Rights Watch a répertorié 36 personnes mortes. D'où les victimes de violence, des membres de leur famille, des activistes, des membres de partis politiques, des journalistes, du personnel médical, du personnel des Nations-Unies et les observations électorales (Ntumba, 2023).

#### *b. L'Origine*

L'Organisation des Elections devient une source des conflits en République Démocratique du Congo, alors qu'elle devrait être un moyen qui pourrait répondre à la volonté du peuple et au renforcement de la crédibilité électorale et de la démocratie congolaise ou comme une opportunité pour que le pays puisse résoudre le conflit. En effet, les élections sont liées au caractère démocratique. Elles donnent l'occasion au peuple congolais d'acquérir la carte d'électeur, parfois l'utilisée comme celle d'identité ou soit de s'exprimer à travers les Urnes pour élire ses représentants. Aussi, les élections exigent la paix, l'honnêteté et la transparence. Hélas pour la RDC. Car ces valeurs sont exclues. Souvent, après l'organisation des élections, le pays s'est lancé dans des conflits. Ils provoquent la perte des vies humaines et de nombreux blessés ainsi que des arrestations arbitraires. Comme ce fut le cas des élections des 2006, 2011, 2018 et 2023.

Les élections en RDC sont devenues les signes ou un élément déclencheur des violences. Les violences ne touchent, non seulement la population congolaise, mais aussi les acteurs politiques et les dirigeants du pays (Le Monde, 2023).

En effet, l'organisation des élections en RDC a provoqué la mort des 30 personnes en 2006, des 33 personnes et 83 blessés ainsi que 265 autres détenues arbitrairement en 2011, au moins 6 personnes, 49 blessés et centaine d'arrestation en 2018 et actes d'agressions, des violences sexuelles et un mort en 2023, des injures de toute sorte et des discours haineux de deux camps. Parfois, elles discréditent les résultats. Elles ne visent que la modification des résultats électoraux.

## **2.2. Les Suggestions et l'Analyse sur la concrétisation de cette Etude**

### *2.2.1. Les Suggestions*

Les acteurs politiques congolais et la population sont souvent manipulés. Ainsi, ils doivent comprendre que, dans une compétition électorale, il n'y a que deux résultats, notamment, la victoire ou l'échec, selon les modalités définies par la loi électorale. D'où, il faut qu'il y ait :

- Une Conscientisation de la couche socio-politique sur les enjeux électoraux ;
- La sensibilisation de la loi électorale pour permettre à cette dernière à comprendre les règles du jeu électoral ;
- La décentralisation des débats sur la non-violence en période électorale dans les campus universitaires, et aider les parents non instruits et leur faire comprendre le programme prévu pour chaque candidat aux élections sur les idéologies et surtout utiliser les langues nationales ou locales pour une bonne compréhension ;
- Combattre la corruption par le biais de la conscientisation et l'éducation à la vie citoyenne ;
- Mener un dialogue permanent entre les autorités politico-Administratives et les jeunes ;
- Promouvoir le fair-play démocratique ;
- Organiser des séminaires de formation et de sensibilisation en permanence sur les enjeux électoraux et le civisme électoral dans les localités, les campus et faire le porte à porte ;
- Eviter le glissement dans l'organisation des élections ;
- Respecter le délai de mandat prévu par la constitution.

Aussi, en tenant compte des facteurs tels que : La gestion et la justice électorales, la sécurité électorale et les infrastructures d'appui à la paix. Et, la RDC peut éviter les conflits – post-électorales et la crise de légitimité, si elle fait :

- Premièrement, l'amélioration de la gestion et de la justice électorales c'est-à-dire avoir des mesures spécifiques relatives à la planification, à la mise en œuvre, à la coordination et à la résolution des contentieux des élections. Celles-ci vont la permettre d'éviter les polémiques et les défaillances techniques dans le but de minimiser les risques de déclenchement des violences.
- Deuxièmement, l'amélioration de la sécurité électorale, cela veut dire avoir des mesures sécuritaires spécifiques aux élections pouvant être adoptées par les Agences du secteur de la sécurité (ASS) tout au long du

cycle électoral afin de protéger les acteurs électoraux, les événements, les locaux et le matériel contre la violence.

- Et enfin, l'amélioration des infrastructures d'appui à la paix. Elle permet la mise en œuvre par les différents acteurs étatiques et non étatiques à mobiliser et à coordonner les agences étatiques, les organisations de la société civile (OSC), les chefs traditionnels et religieux, les personnes de bonne réputation et d'autres organisations et individus susceptibles de contribuer au désamorçage et à l'atténuation des tensions et violences liées aux élections.

### 2.2.2. *L'Analyse sur la concrétisation de cette Etude*

Cette Etude est un outil de renseignement très important pour les acteurs tant politiques que scientifiques congolais. A travers elle, ils seront en mesure d'expliquer les concepts y relatifs et à comprendre l'origine qui est à la base de menace liée à la démocratie ainsi que la piste de solution.

A cet effet, en République Démocratique du Congo, l'élection à elle-même, est une source des conflits. L'origine de ces conflits réside sur l'organisation des élections, souvent après la publication des résultats.

## 3. Conclusion

La République Démocratique du Congo a connu quatre cycles électoraux libres et transparents (2006, 2011, 2018 et 2023). L'organisation des élections ont conduit le pays dans des conflits. Ils ont causé les pertes des vies humaines et des blessés ainsi que les injures. Pour y parvenir, nous avons utilisé la méthode dialectique, suivi des techniques d'observation et documentaire. Celles-ci nous ont été capitales sur les collectes et analyse des données.

D'après nos recherches, la problématique de ce fléau se focalisait sur l'organisation des élections. Les élections sont la source principale des conflits. Or, elles devraient marquer un tournant politique fondamental dans l'histoire du Congo sur l'avènement d'un État de droit, de l'instauration d'un régime démocratique, du retour de la paix, du respect des droits humains. Les objectifs principaux étaient de légitimer les futures autorités exécutives et législatives après des décennies de dictature, mais hélas. Et, l'électeur était en droit de penser à ce moment qu'une ère de développement, qui allait s'ouvrir, prenant enfin en considération ses besoins et ses aspirations. Mais, le climat dans lequel

se déroulait ce processus électoral a profondément changé et cela a provoqué la déception à la place de l'espérance. Ces cycles électoraux se sont engagés sur un fond de crispation et d'incertitude. Et, puis les élections qui se déroulent sans transparence ne peuvent pas donner de bons résultats.

Nous recommandons à la classe politique congolaise d'être vigilante. Car, la République Démocratique du Congo s'est engagée dans une nouvelle ère pour sa démocratisation.

Il ne revient qu'aux acteurs politiques congolais à développer des valeurs démocratiques, notamment le respect de l'autre et des institutions du pays ainsi que le civisme électoral. Et, ils doivent comprendre que, dans une compétition électorale, il n'y a que deux résultats : le gagnant et le perdant. La tâche relative à l'organisation des élections en RDC, elle revient à la Commission Electorale Nationale Indépendante « CENI ». Donc, elle est obligée de mettre en place un cadre de dialogue permanent ou de consultations permanentes avec les parties prenantes pour l'insertion de leurs desideratas ou leurs inquiétudes dans l'organisation des élections pour esquiver les conflits après les élections.

## Remerciements

Nous adressons nos remerciements à nos épouses et enfants, aux membres de nos familles et du comité de rédaction de la revue congolaise des sciences et Technologies ainsi qu'à la communauté du centre de Recherche en Sciences Humaines « CRESH ».

## Financement

Cet article a été financé en entièreté par les auteurs eux-mêmes.

## Conflit d'Intérêt

Ce travail a été réalisé dans l'impartialité et toute indépendance d'esprit. Aucun conflit d'intérêt n'a été signalé.

## Considérations d'Ethique

Une conduite responsable tenant compte des principes et normes morales a été suivie pour mener à bien cette étude.

## Contribution des auteurs

N.M.F. a conçu et supervisé l'étude, rédigé le manuscrit principal et validé la version finale et a validé les données, contribué à la discussion et donné l'approbation finale de la version à soumettre.

B.M.D. a conçu et supervisé l'étude, rédigé le manuscrit principal et validé la version finale.

E.O.G. a participé à la collecte des données et à l'analyse statistique.

L.S.J. a participé à la collecte des données et à l'analyse statistique.

B.E.T a contribué à l'interprétation des résultats et à la relecture critique du manuscrit.

Y.Y.M a assuré la revue bibliographique et participé à la mise en forme du document

M.L.J a assuré la revue bibliographique et participé à la mise en forme du document

W.F.B a validé les données, contribué à la discussion et donné l'approbation finale de la version à soumettre.

N.M.D a contribué à l'interprétation des résultats et à la relecture critique du manuscrit.

Tous les auteurs ont lu et approuvé la version finale du manuscrit.

## ORCID

Ngwala Mpila Fiston : 0009-0009-6000-8577

Bulay Muzuba Désire : 0009-0004-4532-8621

Enona Otshudi Guy : 0009-0005-9918-8350

Lungangas Hungu Jackson : 0009-0005-4942-3949

Bondjembo Ekolonga Thierry : 0009-0003-3824-131x

Yondo Yongi Mélanie : 0009-0005-3022-0228

Mwanga Lubu Jimmy : 0009-0001-6301-7817

Wenemofine Folo Bijoux : 0009-0005-8375-8785

Ngalia Mukoko Daniel : 0009-0001-5971-1312

## Références bibliographiques

Any. (2025). *Elections de 2018 en République Démocratique du Congo, Récupéré*. Consulté le 15/05/2025. <http://www.wikidiaFoundation.com>.

BCNUDH. (2011). *Les violences post-électorales de 2011 en RDC*. Kinshasa, A.A.D.H.

Carter. (2018). *Les Elections Présidentielles, Parlementaire et Provinciales*. Kinshasa, Harmoisées.

Ceni. (2024.) *Les Elections générales en RDC*. Kinshasa, Centre Bosolo.

Diangituka, F. (2022). *Les élections en Afrique : Analyse des comportements et pistes normatives de gestion des Conflits*. Paris I, Globethics.

Gerold, G. (2013). *RD Congo, analyse Comparative des violences électorales 2006-2011*. Paris, Fondation pour la Recherche Stratégique.

Houndekandji, C. (2005). *Etude sur les mécanismes de résolution des contentieux électoraux en République Démocratique du Congo*. Kinshasa, DFID.

Impunity, W. (2017). *Processus électoral en RDC : Nécessité de la prise en compte des questions de traitement du passé*. Kivu, Baromètre.

Ismaila, M. (2021). *Elections et résolution des conflits : l'expérience de l'Afrique de l'Ouest*. Dakar, Université Cheikh Anta Diop.

Izard, M. (1992). *L'Odyssée du pouvoir : un royaume africain : Etat, société, destin individuel*. Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

Jurgen, H. (2000.) *Après l'Etat - nation, une nouvelle constellation politique*. Paris, Fayard.

Kra, A. (2013). *Violences électorales et Crise de légitimité : Quel modèle de démocratie pour l'Afrique?* Abidjan, Thinking Africa.

Labana, L. (2006). *Les Relations Internationales : présentation panoramique et approche théorique*. Kinshasa, Sirius.

Le Monde. (2023) *Les élections en RDC, un scrutin qui s'annonce plus chaotique que jamais*. Consulté le 15/05/2025. [www.LeMonde.org](http://www.LeMonde.org): <https://www.LeMonde.fr>

Loi n°06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales, Art 100,101 et 104, *J.O.RDC*, n° Spécial, 10 Mars 2006, p23.

Mabiala, M. (2006). *La République Démocratique du Congo : Une Démocratisation au Bout du Fusil*. Kinshasa, Konrad Adenauer.

Madior. (sd). *Elections et résolution des conflits : l'expérience de l'Afrique de l'Ouest*. Dakar, Université Cheikh Anta Diop.

Max. (1978.). *Sélection in translation*. Cambridge, Cambridge University Press.

Ntumba, S. (2023). *RD Congo : Les violences électorales menacent le déroulement de scrutin*. Consulté le 14/05/2025. [www.hrw.org](http://www.hrw.org): <https://www.hrw.org>

Studies, I. f. (2011). *La situation de scrutin électoral en RDC*. Addis Abéba, ISS Africa.

Survie. (2018., 03. 15.) *RDC : Répression sanglante et complicités internationales*. Consulté le 14/05/2025. [www.survie.org](http://www.survie.org): <https://survie.org>

U.A. (2012). *Les conflits et la violence politique résultant des élections : Consolidation le rôle de l'Union Africaine dans la prévention, la gestion et règlement des Conflits*. New York, IPI.

Watch., H. R. (2011). *RD Congo : 24 morts depuis l'annonce du résultat de l'élection présidentielle*. Consulté le 14/05/2025. [www.hrw.org](http://www.hrw.org): <https://www.hrw.org>